

SÉRIE THÉMATIQUE

L'effet domino : l'impact économique du déplacement interne

Cette série thématique vise à évaluer les répercussions du déplacement interne sur le potentiel économique des personnes déplacées, de leurs communautés d'accueil et de l'ensemble de leurs sociétés



Programme de recherche et appel aux partenariats

JUIN 2018

« [] les déplacements forcés de populations risquent de réduire à néant une grande partie des progrès accomplis au cours des dernières décennies en matière de développement ».

- *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, Nations Unies, 2015*

En 2017, l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) a recensé 18,8 millions de nouveaux déplacements résultant de catastrophes, et 11,8 millions provoqués par les conflits et la violence. Fin 2017, près de 40 millions de personnes vivaient dans une situation de déplacement interne du fait des conflits et de la violence dans plus de 50 pays.¹ C'est souvent par le biais de l'aide humanitaire d'urgence que les autorités gouvernementales, la communauté internationale et la société civile déploient leurs efforts afin de répondre aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI). Bien qu'indispensables, de telles actions contribuent toutefois peu à la lutte contre les causes de déplacement ou à la prévention de futures crises.

Des rapports soulignent régulièrement la relation entre déplacement et faible développement socioéconomique, ainsi que l'importance des investissements gouvernementaux en matière de prévention pour garantir un développement inclusif et durable. Cependant, davantage de preuves quantitatives et systématiques sont nécessaires pour démontrer les impacts économiques du déplacement à court et long terme et à l'échelle locale, nationale et mondiale, afin de susciter la volonté politique de lutter contre ce phénomène.

Cette série thématique propose de combler ce manque de connaissances au travers d'une recherche innovante, de partenariats avec des experts et des professionnels intervenant dans des domaines variés et de consultations avec des acteurs politiques du développement économique.

ÉTAT DES CONNAISSANCES

De nombreuses tentatives d'estimation du coût des catastrophes et conflits ont été publiées. Il faut notamment mentionner les Rapports d'évaluation mondiale du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes qui, depuis 2009, exposent les pertes humaines et économiques liées aux catastrophes.² Cependant, il existe peu d'initiatives de ce type dédiées au déplacement interne.

Une exception notable est le rapport publié par la Banque mondiale et l'université d'Oxford en 2012, visant à mesurer les effets et les coûts du déplacement interne et transfrontalier.³ Ce rapport mentionne la nécessité d'évaluer davantage que les impacts directs, mais se limite surtout aux indicateurs de revenus. De plus, il n'a pas été suivi d'évaluations quantitatives.

Les conséquences à plus long terme, telles que la réduction du potentiel économique des individus en tant que travailleurs,

producteurs, consommateurs et contribuables n'ont jamais été évaluées. Ceci est en partie dû au manque de données exploitables mais aussi au fait que la plupart des analyses existantes se sont limitées à étudier un seul aspect socio-économique à la fois.

Les publications sur les conséquences économiques du déplacement interne ont plutôt privilégié une approche qualitative, mais peu d'entre elles comprennent une analyse quantitative. L'étude des conséquences du déplacement interne pour les femmes au Nigeria, son impact sur l'agriculture de subsistance au Sri Lanka, ou ses effets sur la violence communautaire en Colombie en sont quelques exemples.⁴

Bien qu'elles fournissent des informations utiles concernant des sujets tels que la santé et les perturbations sur le marché du travail, ces publications se penchent, pour la plupart, sur un cas spécifique de déplacement au niveau local. Certaines d'entre elles comparent les résultats de plusieurs études de cas, mais aucune n'applique une méthodologie standard à un nombre significatif de situations afin d'en tirer des conclusions au niveau national ou régional.

La littérature portant sur les migrations internationales et le déplacement transfrontalier est plus productive à cet égard. Plusieurs rapports majeurs font état de l'impact des afflux de réfugiés ou de migrants sur l'économie des communautés d'accueil, mais aussi des effets des déplacements transfrontaliers sur la santé et l'éducation, sans toutefois les traduire en termes économiques.⁵ Par ailleurs, bien qu'elles puissent nous éclairer dans nos recherches, ces études ne peuvent être appliquées directement au déplacement interne. Comme nous l'avons déjà souligné, les données relatives au déplacement interne sont encore plus difficiles à obtenir que celles concernant les déplacements transfrontaliers, et les causes, déclencheurs et effets de ces deux phénomènes sont similaires mais distincts.⁶

OBJECTIFS DE RECHERCHE

Nous proposons le premier cadre conceptuel complet permettant d'étudier quantitativement l'impact économique du déplacement interne, tous pays et toutes situations confondues, indépendamment des éléments déclencheurs.⁷ Notre but est de révéler les coûts restés cachés jusqu'ici, et d'établir une comparaison et une consolidation des résultats au niveau national, régional et mondial.

Notre recherche a également pour objectif de sensibiliser les experts, praticiens et acteurs politiques du développement économique à la nécessité d'éviter le déplacement interne, non seulement pour des raisons humanitaires mais aussi car ils peuvent peser significativement sur l'économie locale et nationale. Le déplacement interne a sur le développement socio-économique des conséquences dramatiques non seulement sur les personnes déplacées, leurs dépendants et les communautés qui les accueillent, mais aussi sur l'ensemble de la société.

Malgré cela, les initiatives internationales visant à trouver des solutions durables aux crises humanitaires et au sous-développement prennent rarement en compte le déplacement interne.⁸ La Déclaration de New York de 2016 et les pactes mondiaux sur les réfugiés et les mouvements migratoires transfrontaliers en sont l'illustration.⁹ En dépit des préconisations de l'Agenda 2030 pour le développement durable concernant la ventilation de tous les indicateurs pertinents par statut migratoire, la plupart des pays ne comptabilisent pas les personnes déplacées internes dans leurs rapports et ne font état que des réfugiés et des migrants internationaux.¹⁰ Les coûts engendrés par les mouvements transfrontaliers pour les pays d'origine et de destination sont devenus une préoccupation majeure. Cependant, les personnes déplacées internes sont deux fois plus nombreuses que les réfugiés : elles représentent la partie immergée de l'iceberg.

Il est essentiel de mettre en évidence les coûts du déplacement interne pour mobiliser davantage de soutien et encourager des investissements accrus en matière de mesures préventives et de solutions durables pour les personnes déplacées internes, leurs dépendants et leurs communautés d'accueil. Cette ambition est conforme aux dernières directives sur les efforts humanitaires et de développement adoptées par les gouvernements et les organisations internationales.¹¹

VERS UNE ANALYSE PLUS COMPLÈTE

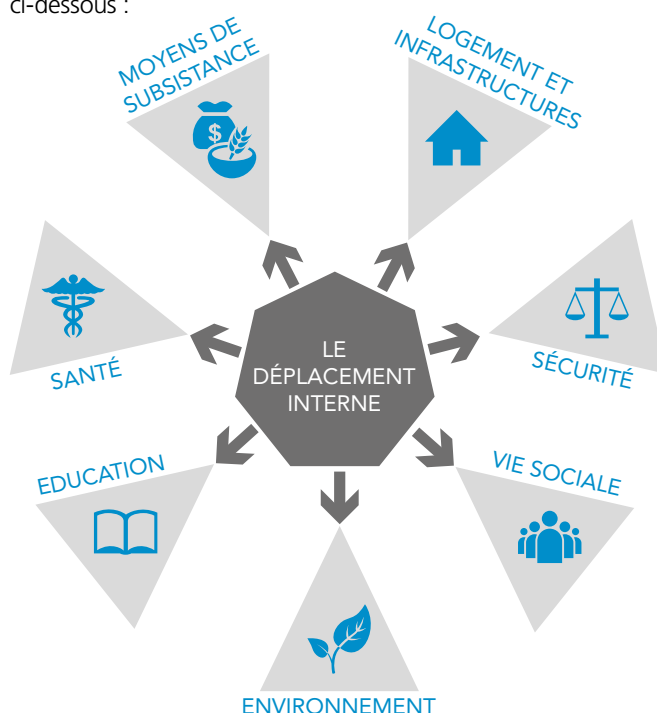
Le déplacement interne affecte l'économie de plusieurs manières qui se recoupent et s'influencent mutuellement. Ses effets sont directs, par exemple, lorsqu'une municipalité prend en charge la location de chambres d'hôtel pour loger les personnes évacuées pendant un ouragan. Ils peuvent être indirects si cette même municipalité est contrainte de réduire les aides financières destinées aux nouvelles entreprises car elle a réaffecté une partie de son budget à l'évacuation. Ils peuvent être ressentis à court terme si une communauté d'accueil doit augmenter la capacité de son service d'urgences pour soigner les personnes nouvellement déplacées, ou à long terme lorsque la durée des déplacements se prolonge et que de nouveaux hôpitaux deviennent nécessaires pour traiter la population croissante.

Certaines répercussions sont tangibles, telles que la perte de récolte et de bétail. D'autres, comme une privation de scolarité durant plusieurs mois, sont intangibles. Elles peuvent survenir au moment du déplacement, lorsque les personnes déplacées doivent financer leur transport et un hébergement temporaire, ou ultérieurement, lorsque la saturation du marché du travail dans leur région d'accueil les contraint à accepter un travail avec une rémunération moindre.

Les rares études quantitatives disponibles mettent l'accent sur les coûts directs et tangibles à court terme engendrés par les nouveaux déplacements, tels que la fourniture d'abris, de nour-

riture et de soins d'urgence aux personnes déplacées. Il faut y ajouter une estimation des coûts indirects à long terme concernant toutes les situations de déplacement, y compris de longue durée.

La recherche a permis d'identifier sept domaines principaux à travers lesquels le déplacement interne affecte l'économie, illustrés ci-dessous :



En l'absence d'étude quantitative complète englobant tous ces aspects, y compris le coût des opportunités économiques manquées telles que la baisse de productivité, la réaffectation d'investissements destinés au développement et la détérioration de la stabilité sociale, le coût réel du déplacement interne demeure inconnu.

THÈMES PRINCIPAUX ET PROBLÉMATIQUES DE RECHERCHE

Pour être complète, une analyse du coût du déplacement internes doit tenir compte de toutes leurs conséquences sur l'économie : négatives comme positives, directes comme indirectes, immédiates comme à long terme.

Il convient d'examiner les conséquences pour les personnes déplacées, les communautés d'accueil et d'origine, le secteur privé, les gouvernements locaux et nationaux, les organisations humanitaires et les acteurs du développement.

Les thèmes et problématiques énoncés ci-dessous illustrent la portée et l'ambition de notre recherche, sans toutefois être exhaustifs.

I LOGEMENT ET INFRASTRUCTURES

Le logement et les infrastructures se trouvent parmi les premiers secteurs affectés par le déplacement interne.¹² Forcées de quitter leur domicile, les personnes déplacées subissent une hausse de leurs dépenses car elles doivent louer ou acheter un nouveau logement, ce qui influe également sur le marché de l'immobilier dans leur communauté d'accueil. De même, la gestion des abris et l'extension des infrastructures de base dans les régions d'accueil pour répondre aux besoins des personnes déplacées pèsent sur le budget des autorités locales et des organisations humanitaires.

Questions clés :

- Quels sont les effets du déplacement interne sur le marché de l'immobilier dans les régions d'origine et de destination ?
- Qui prend en charge les coûts de fonctionnement des camps de personnes déplacées ?
- Comment les différents acteurs partagent-ils la charge économique de l'hébergement des personnes déplacées ?
- Les images satellites peuvent-elles servir à comptabiliser les pertes de logements et d'infrastructure résultant du déplacement interne ?

I MOYENS DE SUBSISTANCE

Au moment de leur fuite, les personnes déplacées sont souvent contraintes d'abandonner leur moyen de subsistance et, de ce fait, perdent leurs revenus. Leur arrivée dans leur région d'accueil a également une incidence sur le marché du travail local, qui peut se traduire par un déséquilibre des salaires associé à une augmentation du taux de chômage et du besoin de protection sociale.¹³

Questions clés :

- Comment les personnes déplacées font-elles face à la perte de leurs revenus du fait de leur déplacement ?
- Dans quelle mesure les communautés d'accueil subissent-elles les perturbations du marché du travail accompagnant l'arrivée de personnes déplacées ?
- Quel est le coût d'une baisse de la production, de la consommation et des opportunités d'emploi dans les régions d'origine ?
- Quels impacts à long terme les perturbations du marché du travail ont-elles sur les personnes déplacées et les communautés d'accueil ?
- Quel est le coût des allocations chômage et de la protection sociale destinées aux personnes déplacées ayant perdu leur source de revenus ?
- Quelles sont les retombées à long terme de revenus réduits pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil sur la consommation et l'impôt sur le revenu ?

I VIE SOCIALE

Le déplacement bouleverse les liens sociaux, à la fois dans les communautés d'origine et d'accueil.¹⁴ On estime ainsi que les effets de la guerre en Syrie sur les relations économiques

ont entraîné des coûts qui dépassent ceux des dommages physiques et de la destruction.¹⁵

Questions clés :

- Comment les communautés d'origine et d'accueil s'adaptent-elles aux perturbations des liens sociaux ?
- Comment estimer les pertes économiques causées par les perturbations des liens sociaux ?

I EDUCATION

L'arrivée d'enfants déplacés internes dans les communautés d'accueil alourdit la charge des écoles locales et leur scolarisation au sein des camps nécessite des ressources supplémentaires.¹⁶ Un accès réduit à une éducation de qualité au cours de situations de crise prolongées a des conséquences à long terme pour le revenu futur et le potentiel économique des enfants.

Questions clés :

- Dans quelle mesure le déplacement nuit-il à la réussite scolaire des enfants ?
- Comment les communautés d'accueil absorbent-elles les coûts additionnels engagés pour permettre la scolarisation des enfants déplacés ?
- Quelles sont les conséquences d'un accès réduit à l'éducation sur le revenu futur des enfants déplacés internes ?
- Quel est le coût de la scolarité fournie aux enfants déplacés internes au sein des camps ?

I SANTÉ

Le stress physique et psychologique causé par les événements conduisant au déplacement et le déplacement même agissent à court et long terme sur la capacité des personnes déplacées à contribuer à l'économie. Une étude menée récemment en Ukraine a recensé des cas de stress post traumatique aigu, de dépression et d'anxiété.¹⁷ Fournir des soins de santé aux personnes déplacées implique des coûts supplémentaires pour les autorités locales des régions d'accueil.

Questions clés :

- Comment les personnes déplacées internes ont-elles accès à des soins de santé dans un contexte d'urgence, durant leur transit ou dans leur communauté d'accueil ?
- Quels sont les impacts à long terme du déplacement sur la santé mentale et physique des personnes déplacées ?
- Qui prend en charge les soins de santé destinés aux personnes déplacées dans les camps et les autres sites ?
- Quelles sont les conséquences économiques de la mauvaise santé des personnes déplacées, y compris sur leur productivité ?
- Quelles sont les conséquences d'afflux importants de personnes déplacées internes sur la santé des communautés d'accueil ?



Ram creuse des tranchées avec ses voisins, déplacés par le tremblement de terre de 2015, pour s'assurer que l'eau de pluie et les eaux usées n'inondent pas leurs tentes à Kamal Pokhari, dans la vallée de Katmandou au Népal. « Nous creusons des tranchées pour éviter que l'eau ne rentre dans nos tentes. Ça pourrait nous rendre malades, donc nous devons prendre des précautions. De plus, les femmes ont besoin de toilettes, parce qu'elles ont besoin d'intimité et de protection », explique Ram. Photo : Kishor Sharma/NORCAP, janvier 2016

I SÉCURITÉ

Les personnes déplacées internes en général, et plus particulièrement les femmes, les enfants, les personnes âgées et handicapées ainsi que les autres groupes minoritaires sont exposés à un risque accru de violences au cours des déplacements^{18,19}. Assurer leur sécurité requiert donc la mobilisation de ressources spécifiques de la part des autorités publiques et des organisations humanitaires. L'arrivée des personnes déplacées peut également renforcer les tensions et les violences dans les communautés d'accueil, alourdissant ainsi la charge qui pèse sur les forces de sécurité.²⁰

Questions clés :

- Quel est le coût de la protection des personnes déplacées internes et plus particulièrement des groupes vulnérables durant les déplacements ?
- Dans quelle mesure un afflux important de personnes déplacées internes influe-t-il sur la sécurité dans les communautés d'accueil ?
- Qui prend en charge le coût de l'amélioration de la sécurité dans les communautés d'accueil ?

I ENVIRONNEMENT

Quitter son lieu habituel de résidence est synonyme de déracinement d'un écosystème et de ressources naturelles

connus. De telles situations sont particulièrement dévastatrices pour les communautés indigènes dont les moyens de subsistance sont étroitement liés à leur environnement. Par ailleurs, le déplacement peut conduire à un amenuisement des ressources naturelles et un accroissement de la pollution dans les régions de transit et d'accueil.

Questions clés :

- Quel est l'impact du déplacement sur les moyens de subsistance des personnes déplacées internes, et en particulier des communautés indigènes, dont l'économie se base sur l'exploitation des ressources naturelles ?
- Quels sont les effets du déplacement interne sur les ressources naturelles dans les régions d'origine, de transit ou de destination ?

I DÉVELOPPER DE MEILLEURES POLITIQUES ET MIEUX PLANIFIER

Des réponses quantitatives aux questions précédentes, accompagnées de recherches qualitatives approfondies, permettraient de comparer les différentes solutions politiques de lutte contre le déplacement interne. Les mécanismes de réaction et de prévention des gouvernements doivent également être observés afin d'identifier les stratégies les plus efficaces et d'encourager une meilleure planification.

Questions clés :

- Quelles sont les politiques les plus efficaces pour lutter contre le déplacement interne et réduire son éventualité ?
- Comment les coûts du déplacement interne se répartissent-ils entre les gouvernements, les organisations humanitaires et les agences de développement ?
- Où et quand les gouvernements devraient-ils investir pour limiter les effets négatifs du déplacement interne sur l'économie ?
- Comment les entreprises privées et les autorités publiques peuvent-elles stimuler la participation des personnes déplacées à l'économie de leur communauté d'accueil ?
- Quels bienfaits les pays peuvent-ils espérer d'investissements préventifs contre le déplacement interne ?

APPEL À PARTENAIRES

Notre recherche sur les impacts économiques du déplacement interne s'articule autour de quatre volets principaux : une étude de la littérature existante associée à la collecte de données secondaires au niveau régional et mondial, une recherche originale sous forme d'études de cas selon les pays et les situations accompagnée d'une collecte de données au niveau local, une modélisation des risques et impacts et, pour finir, la mise en forme des résultats en vue de leur publication à l'attention des responsables politiques.

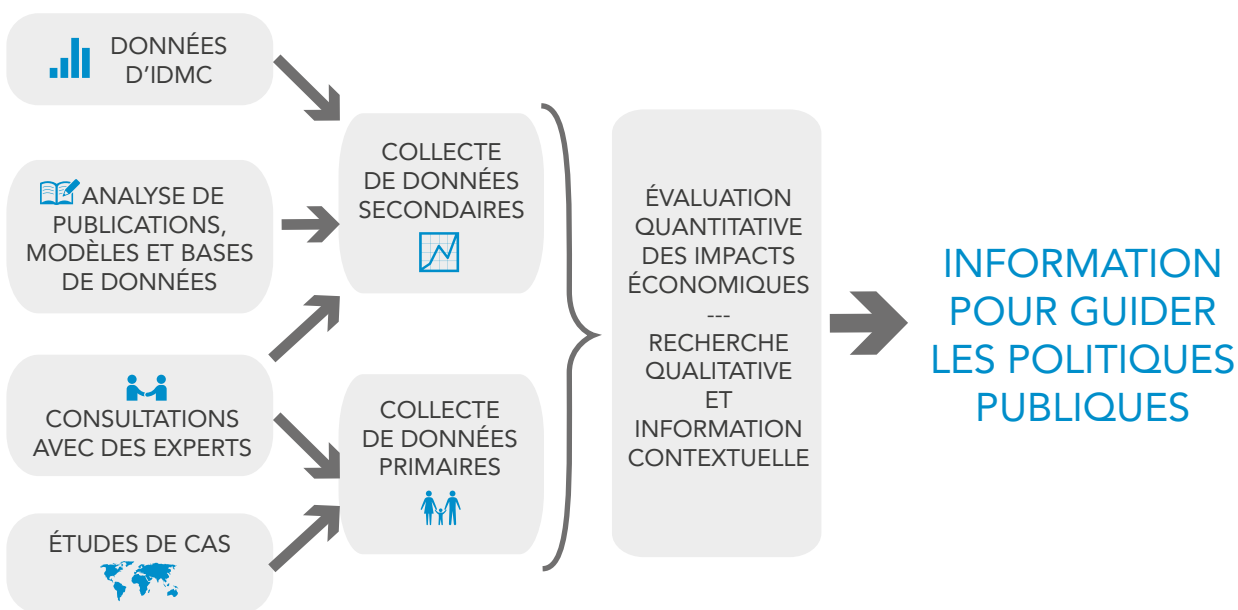
Cette série thématique comprendra des articles novateurs, conceptuels et méthodologiques, visant à proposer des options pour quantifier les impacts économiques du déplacement interne et des études de cas les mettant en pratique. Les effets négatifs du déplacement interne sur le potentiel économique des individus et des sociétés seront au cœur de notre recherche, qui tiendra également compte des impacts positifs

des personnes déplacées internes sur l'économie locale, dans le but de formuler des recommandations politiques concrètes.

Toutes nos publications examineront les différences et les points communs entre le déplacement interne lié aux conflits, à la violence généralisée, aux catastrophes, au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et au développement d'infrastructures. Autant que possible, nous mettrons en lumière les conséquences économiques pour les sociétés dans leur ensemble mais aussi l'impact spécifique sur les femmes, les enfants, les personnes âgées et handicapées, les minorités ethniques et les autres catégories de population vulnérables et marginalisées.

Nous nous lançons dans un programme de recherche ambitieux qui bénéficiera de l'expertise, des idées et de la connaissance de partenaires issus de domaines et disciplines variés. Par son financement initial, le Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger des Etats-Unis (OFDA) a apporté son soutien à notre initiative. L'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA) et l'Institut de l'Université des Nations Unies pour l'environnement et la sécurité humaine unissent déjà leurs efforts aux nôtres dans l'objectif de révéler les coûts cachés du déplacement interne.

Nous invitons les institutions universitaires et de recherche, ainsi que la société civile et les organisations intergouvernementales œuvrant dans des domaines associés au déplacement, au développement économique, à la réduction des risques de catastrophes, à la résolution de conflits ou tout autre sujet d'intérêt commun, à nous contacter pour envisager une coopération future. Toutes les contributions en termes de données, d'études de cas, de financement et d'expertise politique seront des plus appréciées.



NOTES

1. IDMC, Global Report on Internal Displacement 2018, mai 2018.
2. UNISDR, Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction, 2011, disponible à l'adresse <https://goo.gl/ocDzWU> ; UNISDR, GAR Atlas: Unveiling disaster risk, 2017, disponible à l'adresse <https://goo.gl/vmkPtU>
3. World Bank and Oxford University, Assessing the Impacts and Costs of protracted Displacement. Volume I. A Mixed Methods Approach, 2012, disponible à l'adresse <https://goo.gl/hqbXoW>
4. Oyefara JL and Alabi BO, Socio-economic consequences of: An ethno-demographic study, African Population Studies, 2016, disponible à l'adresse <https://goo.gl/ewfyiy> ; Amirthalingam K and Lakshman RWD, Impact of internal displacement on agricultural livelihoods: evidence from Sampur, Sri Lanka, Migration and Development, 2014, disponible à l'adresse <https://goo.gl/JNNVjn> ; Zea JE, Internal displacement: Violence, public and socio-economic policy in Colombia, 2011, disponible à l'adresse <https://goo.gl/8kJMj8>
5. Commission européenne, An Economic Take on the Refugee Crisis: Macroeconomic Assessment for the EU, Institutional paper 033, juillet 2016, disponible à l'adresse <https://goo.gl/nePbrb> ; FMI, The Refugee Surge in Europe: Economic Challenges, janvier 2016, disponible à l'adresse <https://goo.gl/Cv6FL3> ; IMO, Migration internationale, santé et droits de l'homme, 2013, disponible à l'adresse <https://goo.gl/TNXweZ> ; IMO, Migration focus on health series, 2017, disponible à l'adresse <https://goo.gl/UeGbni> ; UNICEF, Education Uprooted: For every migrant, refugee and displaced child, education, septembre 2017, disponible à l'adresse <https://goo.gl/PW8ucN>
6. IDMC, Painting a clearer picture with 'flawed' and 'messy' data, mars 2017, disponible à l'adresse <https://goo.gl/eXj9CM>
7. IDMC, Assessing the economic impacts of internal displacement: conceptual framework, juin 2018.
8. IDMC, Internal displacement is not a footnote, février 2018, disponible à l'adresse <https://goo.gl/NjUe45> ; IDMC, While the migration agenda moves forward, IDPs keep getting side-tracked, janvier 2018, disponible à l'adresse <https://goo.gl/ABZ1mF>
9. <https://goo.gl/kAvbnt>
10. United Nations, Resolution adopted by the General Assembly on 25 September 2015, Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development, octobre 2015, disponible à l'adresse <https://goo.gl/wwLghi> ; United Nations, Voluntary National Reviews Database, disponible à l'adresse <https://goo.gl/RXYpct>
11. United Nations, A/RES/71/256, New Urban Agenda, octobre 2016, disponible à l'adresse <https://goo.gl/hLq7hf> ; OCHA, New Way of Working, 2017, disponible à l'adresse <https://goo.gl/nacU5p> ; United Nations, Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015 – 2030, 2015, disponible à l'adresse <https://goo.gl/BRlQvk>
12. IDMC, Home sweet home: Housing practices and tools that support durable solutions for urban IDPs, mars 2015, disponible à l'adresse <https://goo.gl/T512zf>
13. Morales JS, The impact of internal displacement on destination communities: evidence from the Colombian Conflict, Households in Conflict Network, University of Sussex, U.K., 2016, disponible à l'adresse <https://goo.gl/nQZoL7>
14. Oyefara JL et Alabi BO, Socio-economic consequences of development-induced internal displacement and the coping strategies of female victims in Lagos Nigeria: An ethno-demographic study, African Population Studies, 2016, disponible à l'adresse <https://goo.gl/ewfyiy>
15. World Bank Group, The toll of war, The economic and social consequences of the conflict in Syria, 2017, disponible à l'adresse <https://goo.gl/FficvN>
16. HEART, Education for refugees and IDPs in low- and middle-income countries: identifying challenges and opportunities, 2016, disponible à l'adresse <https://goo.gl/L1QKzj>
17. Roberts B, Makhshvili N and Javakhishvili J, Hidden burdens of conflict, Issues of mental health and access to services among internally displaced persons in Ukraine, 2017, disponible à l'adresse <https://goo.gl/EHKKN1>
18. Brookings Institution, Improving the Protection of Internally Displaced Women: Assessment of Progress and Challenges, 2014, disponible à l'adresse <https://goo.gl/rbh1cT>
19. UNICEF, Children on the move, février 2018, disponible à l'adresse <https://goo.gl/SCqeTt>
20. Zea JE, Internal displacement: Violence, public and socio-economic policy in Colombia, 2011, disponible à l'adresse <https://goo.gl/8kJMj8>

Photo de couverture : Des femmes et enfants déplacés attendent des heures avant de recevoir leur 20 litres d'eau quotidiens en Éthiopie, un pays très marqué par la sécheresse. Crédits: NRC/Sidney Kung'u, mars 2017

Christelle Cazabat
Chercheur
christelle.cazabat@idmc.ch

Bina Desai
Chef de l'équipe politiques
et recherche
bina.desai@idmc.ch

IDMC
NRC, 3 rue de Varembe
1202 Geneva, Switzerland
www.internal-displacement.org
+41 22 552 3600
info@idmc.ch